

DEPARTEMENT DES  
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 8723

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

Prolongation du programme pluriannuel  
d'accès à l'emploi titulaire

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

L'an deux mil seize, le huit décembre, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur ETORÉ Christophe, Maire

**Étaient présents** : ETORÉ Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, LASSOUED Bouchra, SIMON Eric, ROUGELIN Alexandra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, DAUNIS Marc, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, DEBORDE Elisabeth, BOSSARD Frédéric, SANTOS Xavier, SELOSSE Sandrine, DALMAS Fabien, BENTRAD Samira, DENISE Charlène, CHARLOT VALDIEU Catherine, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

**Procuration** : MARZINIAK Yannick à SAVORNIN Richard, PEACOCK Valérie à ROUGELIN Alexandra, VALENTI Anaïs à BONNEAU Martine, FOISSAC Elodie à VIGNOLO Betty, KAÇA Afrim à FERNANDEZ Patrick, HOSKIN Marie-Pierre à DAL MORO Christian.

Madame DENISE Charlène est désignée secrétaire de séance.

La loi dite « Sauvadet » de 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique prévoyait des recrutements réservés valorisant les acquis professionnels jusqu'en 2016 pour les contractuels de droit public qui occupaient un emploi permanent au 31 mars 2011 dans la fonction publique de l'Etat, territoriale et hospitalière.

Les pouvoirs publics s'étaient alors engagés dans une démarche permettant de répondre aux situations de précarité dans la fonction publique en favorisant l'accès des agents contractuels à l'emploi titulaire, de prévenir la reconstitution de telles situations à l'avenir et d'améliorer les conditions d'emploi des agents contractuels ainsi que leurs droits individuels et collectifs.

La collectivité s'était alors fortement engagée dès 2013 dans ce dispositif non obligatoire en ouvrant la voie à la titularisation de 14 agents contractuels dans les cadres d'emplois de rédacteur, animateur, éducateur des activités physiques et sportives, assistant d'enseignement artistique, technicien, agent territorial spécialisé des écoles maternelles, adjoint technique et adjoint d'animation.

La loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires a prolongé cette possibilité d'accès à l'emploi titulaire jusqu'au 31 mars 2018. La date d'éligibilité a également été reportée de deux ans et est désormais fixée au 31 mars 2013.

En application du décret n° 2016-1123 du 11 août 2016, l'autorité territoriale doit présenter au Comité Technique, dans un délai de trois mois suivant la publication du décret d'application du dispositif de titularisation :

- ✓ Un bilan de la mise en œuvre du plan de résorption de l'emploi précaire et de « CDisation » en application de la loi dite « Sauvadet »,
- ✓ Le rapport sur la situation des agents remplissant les conditions d'éligibilité comportant un programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire dans la cadre des nouvelles dispositions.

.../...

Après avoir pris en compte la notion d'emploi permanent et de présence effective des agents éligibles à ce jour, la collectivité ne dispose pas de possibilité d'ouverture de poste au titre du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire tel que prévu par la loi du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires.

Ce rapport a été soumis, pour avis, aux membres du Comité Technique, lors de la séance du 14 novembre 2016.

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** le programme pluriannuel de titularisation ci-joint ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire.

**FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.**

Le Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie le 12 décembre 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 2 décembre 2016. La présente délibération a été affichée le 14 décembre 2016 et sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune.

Valbonne Sophia Antipolis, le 14 décembre 2016

Le Maire,